



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/25004  
22 décembre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA QUESTION DE  
L'AFRIQUE DU SUD

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1 - 12	2
I. CONCLUSIONS DES ENVOYES SPECIAUX DU SECRETAIRE GENERAL .....	13 - 46	4
II. ACTIVITES DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE DU SUD (MONUAS) .....	47 - 61	11
III. CONSULTATIONS ET COMMUNICATIONS DU SECRETAIRE GENERAL .....	62 - 78	13
IV. OBSERVATIONS .....	79 - 89	16

## INTRODUCTION

1. Le Conseil de sécurité a examiné la question de l'Afrique du Sud à sa 3107<sup>e</sup> séance, le 7 août 1992. Il disposait pour cela du rapport du Secrétaire général (S/24389). Le Conseil a adopté à la même séance sa résolution 772 (1992).

2. Dans cette résolution, le Conseil a notamment autorisé le Secrétaire général à déployer en Afrique du Sud des observateurs des Nations Unies, demandé au Gouvernement sud-africain, aux parties en présence et aux organisations d'apporter leur pleine coopération à ces observateurs et invité les organisations internationales à envisager de déployer leurs propres observateurs. Le Conseil a décidé de rester saisi de la question jusqu'à ce que soit instauré une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie.

3. Le présent rapport est présenté comme demandé au paragraphe 6 de cette même résolution 772 (1992).

4. A la suite de l'adoption de la résolution, le Président du Conseil de sécurité a fait au nom du Conseil la déclaration ci-après (S/24456) :

"Les membres du Conseil croient comprendre que le Secrétaire général consultera le Conseil sur le nombre d'observateurs qu'il entend mettre en place de temps à autre."

5. J'ai informé, le 10 septembre 1992, les membres du Conseil de sécurité de ma décision d'envoyer en Afrique du Sud, dès le 11 septembre 1992, un premier groupe de 13 observateurs des Nations Unies faisant partie des 50 observateurs devant être déployés dans un délai d'un mois.

6. Le même jour, à la suite de consultations au Conseil de sécurité, le Président de cet organe a donné lecture à la presse d'une déclaration (S/24541) dans laquelle les membres du Conseil déploraient les événements survenus le 7 septembre 1992, au cours desquels 28 manifestants avaient été tués et près de 200 autres blessés par des éléments des forces de sécurité à Bisho (Ciskei); réitéraient leur profonde préoccupation devant la violence qui n'avait cessé de s'intensifier en Afrique du Sud; soulignaient à nouveau qu'il incombait aux autorités sud-africaines de maintenir l'ordre et demandaient à ces autorités de tout mettre en oeuvre pour faire cesser la violence et protéger le droit qu'ont tous les Sud-Africains de mener une action politique pacifique sans craindre d'être l'objet de mesures d'intimidation ou de violences, et exhortaient toutes les parties en présence à coopérer et à faire preuve de la plus grande retenue afin que l'escalade de la violence puisse être enrayerée en Afrique du Sud.

7. Les membres du Conseil de sécurité ont souligné qu'il importait de mettre un terme à la violence et de créer les conditions nécessaires pour tenir des négociations qui conduisent à l'instauration d'une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie. Ils se sont félicités de la décision que le Secrétaire général avait prise de déployer dans le pays un premier groupe de 13 observateurs des Nations Unies.

/...

8. Les membres du Conseil ont demandé au Gouvernement sud-africain, aux parties et aux organisations, ainsi qu'aux organes créés en vertu de l'Accord national de paix, d'apporter leur pleine coopération aux observateurs des Nations Unies afin de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs tâches. Ils ont à nouveau invité les organisations régionales et intergouvernementales intéressées à envisager de déployer leurs propres observateurs en Afrique du Sud, en coordination avec l'ONU et les organes créés dans le cadre de l'Accord national de paix, afin de faciliter le processus de paix.
9. Dans une communication qu'il m'a adressée le 4 septembre 1992 (S/24526), le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies m'a informé que la Troïka de la Communauté économique européenne composée des ministres britannique, portugais et danois des affaires étrangères, avait été reçue en Afrique du Sud les 2 et 3 septembre 1992. Lors d'une conférence de presse donnée à Pretoria le 3 septembre, le Ministre britannique, M. Hurd, a annoncé que les parties avaient accepté la proposition de la Communauté européenne prévoyant l'envoi d'observateurs en Afrique du Sud pour épauler les organes créés en vertu de l'Accord national de paix et les efforts visant à mettre fin à la violence. Il y aurait dans un premier temps, a indiqué le Ministre, une quinzaine d'observateurs de la Communauté européenne, qui opéreraient en étroite coordination avec l'ONU et les autres organisations internationales.
10. Le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies m'a transmis le 9 septembre 1992 un mémorandum du Gouvernement sud-africain concernant les événements qui avaient eu lieu le 7 septembre à Bisho (Ciskei) (S/24544).
11. Compte tenu des événements et comme suite aux consultations qui avaient été tenues avec le Gouvernement sud-africain et les autres parties après l'adoption de la résolution 772 (1992), j'ai nommé deux envoyés spéciaux qui se sont rendus chacun de leur côté en mission en Afrique du Sud. Il s'agissait de M. Virendra Dayal, ancien Secrétaire général adjoint au Secrétariat, qui a été reçu dans le pays du 16 au 27 septembre 1992, et de S. E. M. Tom Vraalsen, Secrétaire général adjoint du Ministère norvégien des affaires étrangères et ancien Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies, dont la mission s'est déroulée du 22 novembre au 9 décembre 1992.
12. Mes envoyés spéciaux se sont l'un et l'autre entretenus avec le chef de l'Etat, M. F. W. De Klerk, et des personnalités du Gouvernement. Ils ont également rencontré M. Nelson Mandela, Président de l'African National Congress (ANC), le chef Mangosuthu Buthelezi, Président de l'Inkatha Freedom Party (IFP), et des représentants au niveau le plus élevé d'autres parties, avec lesquels ils se sont entretenus des récents événements. Ils ont de même eu des entretiens avec les hauts responsables du Comité national de paix, du Secrétariat national pour la paix et de la Commission d'enquête sur les actes de violence et d'intimidation (Commission Goldstone). En outre, les envoyés spéciaux ont eu des échanges de vues avec les représentants d'organisations

/...

non gouvernementales, de communautés religieuses, du monde des affaires, et d'associations civiques et d'organismes s'occupant des droits de l'homme ou du développement. Ils ont également rencontré les responsables des groupes d'observateurs internationaux déployés en Afrique du Sud par le Commonwealth, la Communauté européenne et l'Organisation de l'unité africaine.

#### I. CONCLUSIONS DES ENVOYES SPECIAUX DU SECRETAIRE GENERAL

13. A la suite de ces consultations extensives, les envoyés spéciaux m'ont chacun fait part de leurs conclusions, que l'on trouvera ci-après.

##### Etat des négociations

14. Alors que dans la période qui a immédiatement suivi l'impasse dans laquelle s'est enlisée la CODESA II, les parties avaient eu fort peu de contacts entre elles, presque toutes, y compris certaines qui ne s'étaient pas associées au processus de la CODESA, ont maintenant entamé les unes avec les autres des entretiens à un haut niveau.

15. Toutes les parties paraissent s'accorder sur le principe de négociations multipartites, dont elles admettent que c'est le seul moyen de progresser vers la solution des problèmes politiques de l'Afrique du Sud. Mais il reste à s'entendre sur la forme que devra revêtir l'instance où seront menées ces négociations et l'objectif à lui donner. Ces questions non résolues, de même que tout ce qui concerne la composition, l'ordre du jour et le calendrier d'une telle assemblée, figurent parmi les sujets au centre des entretiens bilatéraux.

16. Il semble que l'écart entre les positions respectives du Gouvernement et de l'ANC se soit considérablement réduit lors des entretiens bilatéraux qui ont eu lieu durant la première semaine de décembre 1992, alors que le Gouvernement avait pour sa part proposé un calendrier pour la transition et que de son côté le Comité exécutif national de l'ANC avait envisagé à sa réunion de novembre 1992 la mise en place de structures provisoires de gouvernement.

17. Bien qu'il y ait encore des divergences fondamentales entre les thèses du Gouvernement et celles de l'ANC, il semble que les positions se rapprochent et que chacune des parties ait la volonté de négocier avec l'autre et d'autres interlocuteurs. Les entretiens bilatéraux devraient normalement reprendre bientôt. Tant le Gouvernement que l'ANC ont bien marqué que les thèses qu'ils soutiennent ne sont que des propositions et ils ont insisté sur leur ferme volonté de ne pas exclure d'autres parties du processus, mais ont déclaré catégoriquement qu'il ne fallait pas laisser quiconque bloquer la négociation et faire obstacle au progrès vers la transition.

18. On est en train d'essayer d'organiser des entretiens entre le chef de l'Etat, M. F. W. De Klerk, et le chef Mangosuthu Buthelezi, afin qu'ils traitent de la question de la reprise des négociations multipartites. Ces deux personnalités et les dirigeants du Bophuthatswana et du Ciskei ont déjà eu des échanges à ce sujet le 10 décembre 1992.

/...

19. A la suite de l'accord auquel ils sont parvenus lorsque le Comité national de paix s'est réuni le 24 novembre 1992, l'ANC et l'IFP ont constitué des sous-comités au plus haut niveau pour préparer des entretiens entre le chef Buthelezi et M. Nelson Mandela. On espère qu'une rencontre entre ces deux personnalités pourra ainsi être organisée sans tarder.

20. Le Gouvernement et le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) ont eu au début de novembre 1992 à Gaborone des entretiens bilatéraux à l'issue desquels ils ont prévu de se réunir de nouveau le 9 décembre 1992 en Afrique du Sud pour traiter de la convocation d'une assemblée multipartite. Mais par la suite, le Gouvernement ayant vigoureusement réagi devant la position prise par la direction politique du PAC lorsqu'il a été dit que la section militaire de cette organisation, l'Azanian Peoples' Liberation Army (APLA), revendiquait la responsabilité des récents attentats de King William's Town et Queens Town et prévoyait une vague d'attentats contre des "cibles sans défense", les dispositions prises en vue de nouveaux entretiens avec le PAC ont été annulées.

21. Parmi les éléments nouveaux à signaler sur le plan politique, il faut aussi mentionner la formation en octobre d'une coalition assez peu serrée entre d'une part le Parti conservateur et d'autres groupements de droite, et d'autre part, les dirigeants du Bophuthatswana, du Ciskei et du KwaZulu. Ce "Concerned South Africans Group" (COSAG) veut galvaniser l'opposition à ce que ses membres estiment être une alliance entre le Gouvernement et l'ANC. D'autres organisations et entités de tous les horizons politiques sont elles aussi en contact les unes avec les autres.

22. Les entretiens bilatéraux ont été consacrés à de très sérieux échanges sur l'organisation fondamentale - les structures régionales et la décentralisation, le partage des pouvoirs - et les dispositions de la constitution s'y rapportant. Les structures régionales de la nouvelle Afrique du Sud et la situation des régions par rapport au gouvernement central restent le grand sujet de préoccupation de toutes les parties. Pour que les négociations puissent reprendre, il est indispensable de commencer par s'entendre sur un dispositif véritablement multipartite fondé sur le principe de non-exclusion.

23. Les interlocuteurs représentés à la CODESA II s'étaient largement accordés sur le principe de la réintégration des homelands dans l'Afrique du Sud, avec consultation populaire pour s'assurer de la volonté des habitants à cet égard et participation aux modalités de la transition et "restitution" de la citoyenneté sud-africaine.

24. Le dirigeant du Ciskei s'est par la suite déclaré catégoriquement opposé à la réintégration, que le Bophuthatswana lui aussi continue à refuser d'envisager. Le chef Buthelezi, pour sa part, a présenté le 1er décembre le nouveau projet de constitution d'un "Etat fédéral du Natal/KwaZulu", qui a été ratifié le jour même par l'Assemblée législative du KwaZulu.

/...

#### L'Accord national de paix

25. Depuis l'impasse où s'est enlisée la CODESA II, le Comité national de paix a été au centre des efforts faits pour aider au processus de paix en amenant les principales parties à s'asseoir autour de la même table. Lors de sa réunion du 24 novembre 1992, il a engagé les signataires de l'Accord de paix à relancer le dialogue, ce qui leur permettra de faire le point et d'envisager comment renforcer le cadre mis en place pour ramener la paix.

26. Avec l'Accord national de paix et le cadre qu'il a permis d'établir, l'Afrique du Sud dispose d'un atout majeur pour juguler la violence et opérer dans le calme le passage à la démocratie. Le Comité national de paix et le réseau de comités régionaux et locaux de règlement des différends ont déjà facilité une série de contacts à tous les niveaux entre les parties. Ces organes constituent des canaux de communication, qui sont essentiels pour inculquer au pays l'habitude de la tolérance politique. Les parties ont été pratiquement unanimes à dire que la présence d'observateurs des Nations Unies avait beaucoup contribué à valoriser et à renforcer le cadre défini dans l'Accord national de paix.

27. Mais le fait que certains des homelands n'aient pas signé l'Accord, et que certains de ceux qui l'ont signé se soient ensuite dissociés du cadre de paix institué, reste préoccupant. Les homelands sont toujours des poudrières, en grande partie du fait du violent mécontentement que suscite l'absence de liberté d'expression politique. Dans leur législation figurent encore des textes aussi répressifs que la loi sur la sécurité intérieure, qui a concrètement pour effet d'interdire tout rassemblement public et autres formes d'action politique. On a également la preuve que leurs forces de sécurité sont impliquées dans les violences. Répression et affrontements violents font que la tension s'est accrue dans les homelands et en bordure des frontières, et qu'il y a toujours davantage de morts, de blessés et de personnes déplacées. On ne saurait trop insister sur le fait que c'est au Gouvernement sud-africain qu'il appartient de redresser cette situation.

#### Le retour des réfugiés

28. Les services du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Afrique du Sud protègent et assistent actuellement quelque 13 000 rapatriés, et 5 000 autres réfugiés ont demandé à revenir. Le mandat de ces services a été prorogé d'un an encore afin qu'ils puissent s'occuper des problèmes de réintégration et faciliter le retour des exilés. Le HCR a obtenu du Gouvernement sud-africain que l'UNICEF soit associé aux opérations de réintégration pour s'occuper plus particulièrement des besoins des femmes et des enfants. De son côté, une mission du PNUD qui s'est récemment rendue en Afrique du Sud a recommandé d'envisager d'établir au sein des services du HCR dans ce pays, puisque les programmes de réinsertion ne font pas normalement partie de leurs tâches, une modeste représentation du PNUD qui aiderait à cette réinsertion des rapatriés.

/...

Sujets de préoccupation relevés dans le rapport précédent  
du Secrétaire général (S/24389) et dans la résolution  
772 (1992) du Conseil de sécurité

Violence

29. La peur de la violence et la violence elle-même continuent de caractériser la vie quotidienne en Afrique du Sud, en particulier dans les régions de Witwatersrand/Vaal et du Natal/KwaZulu. C'est dans ces régions que se manifestent la plupart des actes de violence d'origine politique, qui ont été attribués au conflit qui oppose les partisans de l'ANC et ceux de l'IFP. Ce conflit se manifeste souvent à l'échelon local ou régional, où les parties se livrent à des actes de violence et d'intimidation pour revendiquer comme base politique une zone géographique déterminée et affermir leur contrôle sur cette zone.

30. L'hostilité entre les partisans de l'ANC et ceux de l'IFP dans nombre de zones est admise ouvertement mais on a de plus en plus le sentiment qu'elle n'explique pas le gros de la violence. Tout porte à croire que certains milieux conspirent et utilisent des agents provocateurs pour inciter à la violence et canaliser cette violence de façon à discréditer et entraver le processus de paix. Il convient de souligner ici l'existence d'opérations clandestines, apparemment sanctionnées par les responsables des services de renseignements militaires, dont la dernière en date de décembre 1992, continue de susciter de graves inquiétudes.

31. Des facteurs socio-économiques et la criminalité sont souvent à l'origine de la violence politique. La violence "commerciale" dégénère souvent en violence politique, déstabilisant des communautés entières. Le taux élevé de chômage, la précarité des logements et l'absence de services de base tels que l'approvisionnement en eau et l'assainissement suscitent des affrontements entre les différents groupes. A ce mélange volatile s'ajoute l'existence d'"unités d'autodéfense", dont la légitimité est douteuse dans les townships, et de "commandos" dans certaines zones à prédominance rurale du pays. Un autre élément critique est le trafic transfrontière d'armes, en particulier en provenance du Mozambique, qui ne fait apparemment que croître. Tout porte à croire que les principaux dirigeants politiques sont incapables d'exercer un contrôle politique sur les groupes qui se livrent à des actes de violence.

32. Malgré la persistance de la violence, on s'accorde généralement à dire que, si des observateurs internationaux n'avaient pas été déployés dans le pays, le niveau de la violence serait beaucoup plus élevé. La présence d'observateurs est considérée comme ayant un effet salutaire sur la situation.

Mesures tendant à réduire la violence

33. Alors que personne ne conteste qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sud-africain d'assurer le maintien de l'ordre, on reconnaît de plus en plus que les dirigeants politiques de toutes les tendances assument également une part de responsabilité pour ce qui est de décourager activement la violence de la part de leurs partisans.

/...

Enquêtes sur les activités criminelles et répression  
de ces activités

34. Dans le contexte politique actuel de l'Afrique du Sud, il est troublant de constater que la capacité des autorités de police d'enquêter rapidement sur les crimes violents et de traduire les délinquants en justice est gravement déficiente. Au pis-aller, ces déficiences amènent également le public à croire que l'on a affaire à une conspiration de la part des forces de sécurité ou que celles-ci se font complices de ces crimes, ce qui a plus d'une fois contribué à accroître encore la violence, souvent dirigée contre les policiers. En mettant les choses au mieux, ces déficiences sont considérées comme étant la preuve que le nombre des fonctionnaires de police compétents est insuffisant.

Efforts tendant à réformer les services de police

35. Le public est de moins en moins convaincu que la police sud-africaine (SAP) est capable d'assurer le maintien de l'ordre et il estime de plus en plus que le Gouvernement n'a pas fait tout l'usage qu'il pouvait de ses pouvoirs en matière de maintien de l'ordre pour mettre un terme à la violence. Il semble toutefois que le Gouvernement continue à s'efforcer d'améliorer l'image de marque et les méthodes de travail de la SAP. Les changements apportés à l'organisation de la SAP ne peuvent qu'être applaudis et encouragés. Les autorités cherchent à organiser des échanges internationaux au niveau des compétences et de la formation. L'accent est mis en particulier sur le maintien de l'ordre dans les communautés, l'intention déclarée étant de passer de la notion de "force" de police à celle de "service" de police. Pour que ces réformes portent leurs fruits, il faut qu'elles bénéficient de l'appui politique des plus hautes sphères du gouvernement, qui doivent en outre faire preuve de cohérence et de persévérance et mobiliser les ressources nécessaires. Il est indispensable que les autorités fassent preuve de volonté politique dans ce domaine.

Enquêtes sur les forces de sécurité et autres  
formations armées

36. La découverte de comploteurs au sein des services de sécurité, les attaques armées récentes, le recrutement et la formation persistantes d'individus appelés à servir dans des formations armées non gouvernementales, la présence de caches d'armes et le trafic d'armes aux frontières sont autant d'éléments qui contribuent au niveau de la violence et risquent de compromettre le processus de transition vers la démocratie. Dans la déclaration qu'il a faite à la presse le 16 novembre 1992, le juge Goldstone a évoqué la recommandation du Secrétaire général, selon laquelle la Commission Goldstone devrait procéder à des enquêtes sur les forces de sécurité et autres formations armées. Le juge Goldstone a invité "tous les partis politiques et groupes d'Afrique du Sud, et en particulier le Gouvernement, à autoriser la Commission, tout autre organe indépendant, à mettre en oeuvre d'urgence et intégralement les recommandations du Secrétaire général et à doter cet organe de moyens nécessaires". Il a également invité la communauté internationale à fournir une assistance à cette fin.

/...



37. Le juge Goldstone a donné aux envoyés spéciaux l'assurance que la Commission était pleinement habilitée à s'acquitter de son mandat. Il a souligné qu'il était entièrement satisfait de la réponse qu'il avait reçue du Président de la République en ce qui concerne les ressources qui seraient mises à la disposition de la Commission pour lui permettre de mener à bien ses enquêtes. Il s'est également déclaré satisfait des fonctionnaires que le Gouvernement avait désignés pour collaborer avec lui et des principes dont il avait été convenu avec le Gouvernement concernant l'accès à l'information. Les engagements que le Gouvernement avait pris à l'égard du juge Goldstone ont ensuite été confirmés au plus haut niveau.

38. Les responsables de l'ANC se sont également engagés à coopérer avec la Commission Goldstone et à faciliter ses travaux. Par contre, la Commission n'a reçu aucune offre de coopération du PAC, en ce qui concerne l'APLA, ni du Premier Ministre du KwaZulu, qui a refusé de coopérer aux enquêtes sur la police du KwaZulu. Le juge Goldstone a indiqué que dans le cadre de son enquête, il accueillerait favorablement toute offre de collaboration de la communauté internationale et de l'Organisation des Nations Unies, en particulier, pour lui permettre de s'assurer le concours des Etats abritant sur leur territoire des camps d'entraînement et bases pour les formations armées opérant en Afrique du Sud.

#### Statut des bataillons 31, 32 et Koevoet

39. Le statut des bataillons 31 et 32 continuent d'être une source de préoccupations. Le Ministre sud-africain de la défense et des travaux publics a confirmé à mon représentant spécial, l'Ambassadeur Vraalsen, l'intention du Gouvernement de dissoudre le bataillon 32 et d'en transférer les effectifs à diverses unités existantes dans l'ensemble du pays d'ici le 30 novembre 1993. En ce qui concerne la bataillon 31, le Ministre a déclaré qu'"on considère qu'il est essentiel que toute la communauté San ... qui est dotée de caractéristiques particulières soit installée en un seul lieu... Les membres militaires de la communauté seront transférés à des unités militaires existantes dans le voisinage de Schmidtsdrift". Il a ajouté qu'"il se peut, toutefois, que certains membres se trouvant actuellement à Schmidtsdrift préfèrent à terme de rentrer dans leur pays d'origine. Dans ce cas, ce retour devrait être organisé en liaison avec la communauté internationale."

40. Contrairement aux assurances données par le Gouvernement sud-africain, à ce jour, les bataillons 31, 32 et Koevoet n'ont pas encore été dissous. On a très nettement le sentiment en Afrique du Sud que la simple dispersion de leurs membres pour les répartir entre d'autres unités militaires n'est pas une solution satisfaisante. A cet égard, on est convaincu que leur maintien, sous une forme ou sous une autre, n'a pas sa raison d'être dans le cadre d'un nouvel ordre sud-africain.

#### Question des camps-dortoirs

41. La violence entre les résidents des camps-dortoirs et les communautés voisines résulte d'une combinaison complexe de différents facteurs, notamment le surpeuplement, le chômage, l'insuffisance des ressources et les différends

/...

ethniques. Le principal facteur est toutefois la rivalité entre les partisans de l'IFP et ceux de l'ANC. La violence entre les résidents des camps-dortoirs et des communautés voisines est généralement perçue comme le prolongement des batailles que se livrent ces deux groupes ailleurs dans le pays, en particulier dans le Natal/KwaZulu, pour assurer leur mainmise sur tel ou tel territoire.

42. Il a été pris acte de la nécessité d'améliorer d'urgence la sécurité dans les camps-dortoirs conformément aux recommandations de la Commission Goldstone qui préconisait de les clôturer (voir S/24389). La nécessité d'assurer la sécurité dans les camps-dortoirs est l'une des trois principales questions examinées au cours des entretiens qu'ont eus le Président de la République, M. F. W. De Klerk et le Président de l'ANC, M. Nelson Mandela, le 26 septembre 1992, et, à cette occasion, il a été convenu que d'autres mesures seraient prises, notamment qu'il fallait clôturer les camps-dortoirs et y assurer le maintien de l'ordre afin d'empêcher les résidents de commettre des actes criminels et de les protéger contre toute agression extérieure. Il a été convenu qu'il serait rendu compte à la Commission Goldstone et au Secrétariat national pour la paix des progrès accomplis dans ce domaine. Les observateurs des Nations Unies pourraient suivre les progrès accomplis en coopération avec la Commission Goldstone et le Secrétariat national pour la paix (S/24606).

43. Le Gouvernement doit prendre immédiatement des mesures pour améliorer la sécurité dans ces camps-dortoirs, qui sont réputés être des foyers de violence. Toutes les parties devraient faciliter la poursuite des efforts tendant à résoudre le problème de l'amélioration de la sécurité et des conditions de vie dans les camps-dortoirs et dans les communautés avoisinantes, en consultation avec leurs résidents.

#### Armes dangereuses

44. On observe une situation analogue en ce qui concerne les armes dangereuses. Lors des entretiens susmentionnés que le Gouvernement et l'ANC ont eus le 26 septembre 1992, le Gouvernement a informé l'ANC qu'il publierait dans les semaines qui suivraient une proclamation interdisant le port et l'exhibition d'armes dangereuses, dans l'ensemble du pays, lors de manifestations publiques, sous réserve des dérogations prévues sur la base de directives que la Commission Goldstone était en train d'élaborer. Il convient de noter qu'une proclamation donnant effet à la recommandation du juge Goldstone tendant à restreindre le port d'armes dangereuses en public n'a pas encore été publiée, bien qu'un projet dans ce sens ait déjà été rédigé il y a quelque temps déjà.

45. Le débat relatif aux restrictions imposées aux "armes culturelles" détourne souvent l'attention de la question critique de l'offre d'armes automatiques et autres armes à feu auxquelles toutes les factions ont facilement accès. Le Gouvernement et toutes les autres parties devraient faire un effort concerté pour réduire l'offre et contrôler l'usage d'armes à feu et autres armes perfectionnées.

/...

46. L'application de mesures concrètes pour résoudre le problème du port et de l'exhibition d'armes dangereuses pourrait contribuer sensiblement à créer une atmosphère de tolérance politique. Il est indispensable que les responsables politiques exhortent leurs partisans à désavouer la violence et à cesser d'assimiler la rivalité politique à la guerre. Il est également important que le Gouvernement sud-africain prenne, en matière de sécurité, les dispositions juridiques qui leur permettent d'intervenir promptement et avec impartialité pour prévenir et étouffer les actes de violence, quelle qu'en soit l'origine.

## II. ACTIVITES DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE DU SUD (MONUAS)

47. A la suite de consultations avec le Conseil de sécurité, j'ai annoncé le 9 septembre 1992 que conformément à la résolution 772 (1992) une mission comprenant jusqu'à 50 observateurs des Nations Unies serait déployée en Afrique du Sud. Le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Afrique du Sud (MONUAS) est défini dans la résolution 772 (1992) et rappelé dans le dernier rapport que j'ai présenté au Conseil sur la question de l'Afrique du Sud (S/24389). Mme Angela King, Directrice de la Division de l'administration et de la formation du personnel au Bureau de la gestion des ressources humaines, a été nommée chef de la MONUAS et a pris ses fonctions le 23 septembre. Une première équipe d'observateurs, dirigée par le chef adjoint de la Mission, l'avait précédée d'une semaine. A la fin du mois d'octobre, des observateurs de la MONUAS avaient été déployés dans les 11 régions du pays; le nombre total de 50 a été atteint fin novembre 1992.

48. La MONUAS a son quartier général à Johannesburg et un bureau régional à Durban, dirigé par le chef adjoint de la Mission. Actuellement, les observateurs sont principalement concentrés dans les régions du Witwatersrand/Vaal et du Natal/KwaZulu, foyers de 70 % des affrontements politiques.

49. Le personnel de la MONUAS observe lors des manifestations, marches de protestations et autres formes d'action populaire le comportement de tous les groupes de participants et cherche à recueillir les éléments d'information permettant d'établir si les actes de chaque partie obéissent bien aux principes établis dans l'Accord national de paix et aux prescriptions de la Commission Goldstone concernant les manifestations et les rassemblements politiques. Les observateurs complètent les éléments recueillis sur le terrain grâce aux contacts officieux qu'ils ont établi à tous les niveaux du gouvernement et avec les partis politiques, les organisations, et les "structures complémentaires" qui existent au niveau des collectivités, comme les associations civiques et autres groupes.

50. Les fonctions des organes créés en vertu de l'Accord national de paix, avec lesquels la MONUAS est appelée à coopérer, sont aussi variées qu'interdépendantes. Le Comité national de paix est chargé de résoudre les différends concernant l'interprétation du code régissant le comportement des partis politiques et organisations et d'examiner les éventuelles violations de

/...

ce code, ainsi que de promouvoir la restructuration économique et sociale et le développement. Le Secrétariat national pour la paix définit et coordonne les travaux des comités régionaux et locaux chargés du règlement des différends.

#### La Commission Goldstone

51. Dans mon précédent rapport au Conseil de sécurité, j'ai rendu hommage aux travaux de la Commission Goldstone et précisé que celle-ci pouvait faire appel si besoin est au concours de la communauté internationale. A la suite de consultations avec la Communauté européenne, six juristes ont été détachés auprès de la Commission. L'ONU a également mis à la disposition de celle-ci, sur la demande du juge Goldstone, un spécialiste de la prévention du crime, des questions de sécurité et du droit pénal; plusieurs membres de la MONUAS ayant les compétences juridiques nécessaires sont, en plus de leurs autres fonctions, attachés à la Commission.

52. En outre, les équipes d'observateurs en place dans les différentes régions du pays assistent aux auditions locales de la Commission.

#### Renforcement du dispositif de paix

53. S'employant à renforcer, comme elle en a la tâche, le dispositif de paix, la MONUAS a entrepris, par l'intermédiaire du Secrétariat national pour la paix, d'envoyer des observateurs visiter les homelands (autres que le Ciskei, le Bophuthatswana et le KwaZulu, qui ont fait l'objet de visites distinctes). L'objectif était de faire mieux connaître aux observateurs des Nations Unies, de la Communauté européenne, du Commonwealth et de l'OUA les mesures actuellement prises sur ces territoires pour appuyer l'Accord national de paix et promouvoir le processus qu'il a enclenché, ainsi que d'expliquer à leurs interlocuteurs le rôle de la MONUAS et des autres missions d'observation.

54. Les observateurs sont aussi allés faire le point au QwaQwa, au Lebowa et au KaNgwane. L'équipe de Pretoria (région du Transvaal du nord) s'est fréquemment rendue au KwaNdebele. Les observateurs ont été reçus à chaque fois par le Premier Ministre, les membres du cabinet, les représentants des partis politiques locaux et des hauts fonctionnaires du homeland.

#### Coopération avec les autres observateurs internationaux

55. Dans sa résolution 772 (1992), le Conseil de sécurité a invité l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Commonwealth et la Communauté européenne à déployer en coordination avec la MONUAS leurs propres observateurs.

56. Les premiers observateurs du Commonwealth, aujourd'hui au nombre de 17, sont venus le 18 octobre 1992 rejoindre ceux de la MONUAS. Les observateurs de la Communauté européenne ont commencé à arriver le 29 octobre et sont maintenant 14, tandis que 11 observateurs de l'OUA sont arrivés entre le 15 et le 23 novembre.

/...

57. Une séance de coordination et d'information a lieu chaque semaine au quartier général de la MONUAS à Johannesburg à l'intention des responsables des divers groupes. En outre, des réunions d'information ouvertes à tous les membres des équipes ont lieu régulièrement le matin. Le bureau de la MONUAS à Durban fonctionne de la même façon.

58. Nombre d'observateurs du Commonwealth et de la Communauté européenne venant de la police, la MONUAS est le coordonnateur d'un petit groupe établi pour analyser divers aspects de la police sud-africaine, qu'il s'agisse de ses structures, de sa formation ou de son action au niveau des communautés.

59. Les équipes d'observateurs internationaux ont établi entre elles d'étroites relations de travail, aussi bien sur le terrain qu'entre leurs quartiers généraux. Elles échangent régulièrement des informations et forment souvent des équipes mixtes pour observer les manifestations et les rassemblements.

60. Les équipes mettent fréquemment leurs ressources en commun partout dans le pays afin de pouvoir être présentes aux différents événements d'importance majeure qui ont parfois lieu simultanément en des lieux différents et souvent très éloignés.

#### Contacts avec les partis politiques

61. Depuis son arrivée en Afrique du Sud, le chef de la Mission s'est entretenu avec un grand nombre de personnalités du Gouvernement et de hauts responsables de partis politiques et d'organisations du pays. Au cours de ces entretiens, elle a informé ses interlocuteurs du rôle, du déploiement et des activités de la MONUAS.

#### III. CONSULTATIONS ET COMMUNICATIONS DU SECRETAIRE GENERAL

62. A la suite du massacre survenu le 7 septembre 1992 à Bisho (Ciskei), le Président De Klerk a demandé que les dirigeants du Gouvernement et de l'ANC se réunissent d'urgence pour examiner la question de la violence.

63. Répondant à la proposition du Gouvernement, M. Mandela a accepté de rencontrer le Président De Klerk, étant bien entendu que le Gouvernement s'engagerait au préalable à examiner trois questions essentielles, à savoir le port apparent d'armes dangereuses, la protection des camps-dortoirs et la libération des prisonniers politiques.

64. Les discussions bilatérales entre l'ANC et le Gouvernement ont immédiatement repris sur ces trois questions, afin de préparer la réunion devant avoir lieu entre le Président De Klerk et M. Mandela. J'ai demandé à mon Représentant spécial, M. Dayal, de prendre contact, dès son arrivée en Afrique du Sud, avec les deux parties, afin de prêter son assistance, selon que de besoin, et de fournir ses services pour accélérer le processus de négociation.

/...

65. Etant donné l'importance critique de cette réunion, j'ai adressé des messages identiques au Président De Klerk et à M. Mandela, en les priant instamment de faire en sorte que les obstacles qui subsistaient soient surmontés. J'ai ajouté qu'une telle réunion n'apporterait rien de moins qu'un immense soulagement à toutes les populations d'Afrique du Sud dont la destinée se trouve entre les mains de leurs dirigeants.

66. Le 24 septembre 1992, j'ai fait une déclaration dans laquelle j'ai dit que les obstacles à la tenue d'une réunion entre le Président De Klerk et M. Mandela avaient été levés, et qu'une réunion entre eux devait avoir lieu à une date très rapprochée. Cette réunion a eu lieu le 26 septembre 1992. Un mémorandum d'accord détaillé et se passant d'explication, arrêté entre les deux dirigeants à cette réunion, a été publié comme document du Conseil de sécurité (S/24606). L'accord s'est fait sur les questions essentielles touchant la protection des camps-dortoirs, la libération de tous les prisonniers politiques encore détenus et l'interdiction du port apparent d'armes dangereuses. Les deux dirigeants se sont également entendus sur la nécessité de réunir une assemblée constituante ou un organe constituant démocratique et d'assurer la continuité constitutionnelle pendant l'interim/période de transition. Ces faits nouveaux constituent un important pas en avant devant permettre de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la CODESA II. On se souviendra que j'avais fait des observations spécifiques sur ces trois questions dans mon rapport du 7 août 1992 (S/24389).

67. Malheureusement, après l'accord intervenu entre le Président De Klerk et M. Mandela, le chef Buthelezi a annoncé qu'il se retirait des négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud et a contesté les dispositions du Mémorandum d'accord, en particulier l'interdiction du port apparent d'armes dangereuses, y compris d'"armes culturelles".

68. Le 29 septembre 1992, j'ai téléphoné au Président De Klerk et à M. Mandela pour les féliciter de l'accord qu'ils avaient conclu le 26 septembre 1992. S'agissant de la position prise par le chef Buthelezi, j'ai décidé de prendre contact avec lui pour l'engager à appuyer la reprise des négociations multipartites sur la base de l'accord conclu entre le Président de la République et M. Mandela.

69. Le 29 septembre 1992, j'ai adressé une lettre au chef Buthelezi, dans laquelle je lui ai demandé instamment de s'efforcer de nouveau de rencontrer d'urgence M. Mandela afin de faire avancer le processus de paix et de parvenir à un règlement durable. J'ai également écrit à M. Mandela pour lui faire part de ma conviction que le peuple d'Afrique du Sud dans son ensemble ferait bon accueil à toute initiative à laquelle pourrait aboutir une telle réunion, qui devrait permettre d'enclencher le processus de réconciliation et de coopération nationales. Je suis revenu sur cette question dans les communications que j'ai adressées ultérieurement à M. Mandela et au chef Buthelezi.

70. J'ai également écrit aux dirigeants des homelands, en demandant à tous les intéressés de redoubler d'efforts pour accélérer la reprise des négociations multilatérales et soulignant la nécessité de s'employer avec une

/...

détermination renouvelée à mettre fin à la violence et à lever les derniers obstacles qui pouvaient entraver la reprise des négociations.

71. Je me suis par ailleurs mis en rapport avec M. Clarence Makwetu, Président du PAC, sur le même sujet.

72. J'ai eu la possibilité d'examiner régulièrement la situation en Afrique du Sud avec, entre autres interlocuteurs, le Représentant permanent de ce pays auprès de l'Organisation des Nations Unies. J'ai demandé, par son intermédiaire, au Gouvernement sud-africain de reprendre dès que possible les négociations multipartites destinées à sortir de l'impasse actuelle. Je lui ai également fait part de mon inquiétude devant l'escalade de la violence.

73. Pendant la quarante-septième session de l'Assemblée générale, je me suis entretenu avec le Directeur du Département des affaires internationales de l'ANC, M. Thabo Mbeki et avec le Président du PAC, M. Clarence Makwetu. M. Mbeki m'a fait part des faits nouveaux les plus récents touchant les discussions bilatérales entre le Gouvernement et l'ANC. M. Makwetu m'a informé de l'issue des discussions qui ont eu lieu entre le PAC et le Gouvernement à Gaborone en novembre 1992. Je me suis efforcé de leur faire bien comprendre à tous les deux l'importance qu'il y avait à reprendre les négociations multipartites et à contenir la violence si répandue en Afrique du Sud.

74. La situation en Afrique du Sud a également été examinée avec le Président de l'OUA, le Président Diouf du Sénégal, et le Secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, lorsqu'ils sont venus au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

75. Tous mes interlocuteurs ont déclaré appuyer les efforts que l'Organisation des Nations Unies fait actuellement pour faciliter une transition pacifique vers une société démocratique en Afrique du Sud et m'ont assuré de leur coopération continue.

76. Le 27 novembre 1992, j'ai reçu du Représentant permanent de l'Afrique du Sud une lettre (S/24866) contenant une déclaration et un document d'information annexe publié par le Président de la République, F. W. De Klerk, proposant un calendrier pour le processus de transition en Afrique du Sud. Le calendrier prévoit la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale pleinement représentatif d'ici le premier semestre de 1994 au plus tard.

77. Le 4 décembre 1992, le Gouvernement sud-africain et l'ANC ont publié conjointement une déclaration à la presse dans laquelle ils indiquaient avoir tenu des discussions bilatérales du 2 au 4 décembre 1992. Ces discussions ont abouti à reconnaître l'importance de la reprise dans les meilleurs délais des négociations multilatérales afin d'accélérer la transition vers un ordre démocratique. Les discussions bilatérales continueront à cette fin.

78. Le 17 décembre 1992, j'ai rencontré le Ministre du développement constitutionnel de l'Afrique du Sud, M. Roelf Meyer, qui m'a fait part des progrès qui étaient accomplis en ce qui concerne les discussions bilatérales

/...

entre le Gouvernement et les parties intéressées, et des perspectives de reprise des négociations multilatérales, auxquelles toutes les parties seraient conviées. Nous avons également abordé différentes autres questions touchant la situation en Afrique du Sud.

#### IV. OBSERVATIONS

79. Compte tenu de mes consultations et des rapports de mes deux envoyés spéciaux, je souhaiterais formuler, pour examen par le Conseil de sécurité, les observations et recommandations suivantes au sujet de la situation en Afrique du Sud.

80. Toutes les parties doivent être conscientes du fait que l'incertitude persistante au sujet de l'avenir du pays ne peut que contribuer à accroître la violence et l'instabilité et à accentuer le déclin économique. Aussi, l'évolution récente de la situation incite à envisager avec un optimisme prudent les perspectives de progrès vers un règlement négocié en Afrique du Sud. Je note avec satisfaction qu'on est largement d'accord pour accélérer les préparatifs en vue de négociations multipartites. Il s'agit là d'une évolution positive que la communauté internationale devrait encourager et appuyer. En ce qui concerne le processus de la CODESA, il faut reconnaître que le principe de non-exclusion joue un rôle essentiel pour permettre le passage à un régime démocratique au moyen d'élections libres et de nouvelles dispositions constitutionnelles. Toutes les parties doivent absolument se garder de prendre des initiatives unilatérales ou de faire des déclarations publiques susceptibles d'indisposer autrui ou de compliquer le processus.

81. Etant admis que le Gouvernement assume une responsabilité essentielle dans le maintien de l'ordre public, tous les dirigeants politiques doivent s'employer sans délai à contenir la violence politique. C'est pourquoi, je voudrais engager toutes les parties à participer à la réunion que doivent tenir les signataires de l'Accord national de paix en vue d'examiner les moyens de mettre un terme à la violence et de renforcer les mécanismes. Le manque de liberté politique dans les homelands continue d'être une source de tension et de violence. Ceux qui sont en mesure d'influencer les autorités dans les homelands devraient engager vivement celles-ci à abroger les lois répressives et à maîtriser leurs forces de sécurité. Le respect scrupuleux par toutes les parties du code de conduite élaboré par la Commission Goldstone pour les manifestations publiques continuerait également à encourager et renforcer le processus de paix.

82. Lors de leur rencontre le 26 septembre 1992, le Président De Klerk et M. Mandela ont conclu un accord en ce qui concerne la libération de tous les prisonniers politiques, les mesures à prendre pour garantir la sécurité des camps-dortoirs et l'interdiction du port apparent d'armes dangereuses. S'agissant des prisonniers politiques, un comité mixte composé de représentants du Gouvernement et de l'ANC a réalisé des progrès considérables. A la date convenue pour la libération des prisonniers politiques, le 15 novembre 1992, 536 cas avaient été réglés par le Comité mixte. Il reste cependant à régler certains des cas soumis par l'ANC. Le

/...



Gouvernement a déclaré qu'il allait publier une proclamation interdisant sur toute l'étendue du territoire le port et l'exhibition d'armes dangereuses dans toutes les manifestations publiques, sous réserve des dérogations prévues par les directives en cours d'élaboration par la Commission Goldstone. Un ou plusieurs juges retraités auraient le pouvoir d'accorder les dérogations. Sur cette base, les dispositions de la proclamation et le mécanisme des dérogations seraient arrêtés avec le concours de la Commission Goldstone. Je voudrais engager le Gouvernement sud-africain à prendre des mesures pour accélérer l'application intégrale des accords relatifs à ces questions. Toutes les parties se sont dites extrêmement préoccupées par l'afflux illégal d'armes dans le pays. Il faudrait examiner les moyens de mettre fin à la fourniture illégale d'armes, quelle qu'en soit la source.

83. Je me félicite de la décision prise par le Gouvernement sud-africain de prêter son concours à la Commission Goldstone pour lui permettre de mener à bien sa tâche et j'engage vivement toutes les parties en Afrique du Sud à coopérer pleinement à l'enquête que la Commission s'apprête à mener au sujet des forces de sécurité et autres formations armées. Je me félicite également de l'assurance donnée par les plus hauts responsables de l'ANC de coopérer avec la Commission Goldstone et de faciliter sa tâche. Le prestige dont le juge Goldstone jouit auprès de la communauté internationale et le soutien actif que l'ONU lui apporte, à lui et à sa Commission, ont renforcé la capacité de cette dernière d'aborder des questions difficiles et délicates. L'ONU et la communauté internationale continueront, comme le juge Goldstone les en a priées, de prêter leur concours à la Commission dans la conduite de ses enquêtes. Pour ma part, je continuerai à apporter tout le soutien requis aux travaux de la Commission Goldstone.

84. Afin de renforcer la confiance au sein de la communauté et de mettre en valeur les ressources humaines de la police sud-africaine, j'estime qu'il importe de développer entre l'Afrique du Sud et d'autres pays les programmes existants d'échange d'informations et de connaissances spécialisées portant sur les techniques de maintien de l'ordre dans la communauté, ainsi que sur le recrutement, la formation et la gestion du personnel de la police. De tels programmes ne peuvent qu'améliorer le moral de la police, accroître son prestige et renforcer sa crédibilité en tant que service impartial chargé de garantir la sûreté publique et la sécurité de tous les Sud-Africains.

85. En vue d'aider la police sud-africaine à améliorer ses méthodes et pratiques d'enquête et la formation professionnelle de ses effectifs, des policiers de divers pays possédant les qualifications et l'expérience voulues devraient être invités en Afrique du Sud pour y suivre et, au besoin, conseiller les membres de la police sud-africaine sur la manière de conduire des enquêtes. Les policiers ainsi détachés auraient le statut de conseillers techniques et ne se confondraient pas avec les policiers participant déjà actuellement à des missions d'observation internationales dans le pays.

86. Les organisations féminines mettent l'accent sur la préoccupation que leur inspirent les actes de violence et d'intimidation dont les femmes sont victimes de la part de divers éléments de la société, y compris la police. Je

/...

tiens à souligner avec force qu'il faut réserver à cette question toute l'attention qu'elle mérite, eu égard en particulier au rôle essentiel que les femmes peuvent jouer dans le maintien de la cohésion et de la stabilité de leurs communautés. S'il est un aspect de la démocratisation auquel il faut être particulièrement attentif, c'est la nécessité d'intégrer les femmes du pays à part entière dans le processus politique. La violence politique, l'intimidation, la pauvreté et la désintégration des familles et des communautés sont au nombre des facteurs qui entravent actuellement cette pleine participation. L'instauration de la démocratie, la réconciliation et le développement en Afrique du Sud exigent la contribution de toute la population.

87. Tous les intéressés ont accueilli avec satisfaction la contribution des groupes d'observateurs internationaux. Selon certains cependant, il conviendrait de renforcer la MONUAS, alors que d'autres estiment qu'il faudrait élargir son mandat. Les moyens requis ont été mis en oeuvre pour coordonner l'action de la MONUAS avec celle des autres groupes d'observateurs internationaux envoyés par le Commonwealth, la Communauté européenne et l'OUA conformément à la résolution 772 (1992) du Conseil de sécurité. On s'accorde à reconnaître que les observateurs internationaux ont réussi à s'adapter aux besoins du terrain et que leur action a eu un effet bénéfique sur la situation politique en général. Compte tenu de la situation délicate qui prévaut en Afrique du Sud, où la violence atteint un niveau inacceptable, et qui croît encore dans certains endroits, j'ai l'intention de renforcer quelque peu la MONUAS par l'envoi de 10 nouveaux observateurs.

88. Des progrès ont été réalisés sur le plan du raffermissement et du renforcement des mécanismes créés en vertu de l'Accord national de paix, mais la tâche est loin d'être terminée, notamment en ce qui concerne le Comité national de paix et le Secrétariat national pour la paix. Le Gouvernement sud-africain devrait faire en sorte que les ressources nécessaires soient disponibles, de manière à faciliter à tous les niveaux le fonctionnement du Comité national de paix et du Secrétariat national pour la paix.

89. De nets progrès ont été réalisés dans l'application des observations et recommandations figurant dans mon rapport du 7 août 1992 (S/24389). Il est essentiel que le Conseil de sécurité reste activement saisi de la situation, ainsi qu'il en a décidé. L'établissement d'une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie, doit rester un des objectifs de l'Organisation bénéficiant d'une priorité absolue. Je veillerai à tenir le Conseil informé de l'évolution de la situation, de manière à lui permettre de réagir, le cas échéant, en connaissance de cause.

-----